

NOVEMBRE 1954 : « LE DOSSIER SECRET DU PPA »

Le 2 novembre 1954, Georges Levha, a publié dans *Le Journal d'Alger* de Jacques Chevallier, secrétaire d'État à la Guerre du gouvernement Mendès France, « le dossier secret du PPA ». L'objectif était de démontrer que Messali Hadj et le PPA étaient les seuls responsables des attentats de la Toussaint et de fournir à François Mitterrand, ministre de l'Intérieur et de l'Algérie un argumentaire pour justifier l'emploi de la répression massive contre les messalistes, l'interdiction du MTLD, l'emploi de la torture contre ses chefs comme Moulay Merbah, arrêté le 2 novembre et torturé pendant une semaine, les bombardements et l'emploi du napalm contre les villages de l'Aurès dès le 5 novembre», comme l'a dénoncé Ferhat Abbas dans *La République Algérienne* du 12 novembre 1954.

Le dossier, très documenté» démarre avec la crise puis la scission du MTLD. En 1954, écrit-il, le MTLD dirigé par Lahouel, Chawki, Chentouf, Benkhedda et Kiouane était devenu un parti modéré et démocratique, après le démantèlement de l'OS et sa participation à la gestion de la ville d'Alger :

« Mais l'organisation de l'appareil secret du PPA demeure sous le contrôle direct de Messali pour la Métropole et l'Algérie, et des émigrés du Caire, Khider et Ait Ahmed, pour l'action internationale. »

Expulsé à Niort, après une campagne de propagande, massivement suivie par les Algériens, à Guelma, Philippeville, Blida, Souma, Miliana et Orléansville, Messali est expulsé à Niort où il vivra en résidence surveillée. En désaccord avec la politique de la direction, Georges Levha poursuit : '

« Par dessus la tête du comité central, Messali s'adresse aux membres de son parti : par des « lettres aux militants », il critique l'action des dirigeants, déclare qu'ils ont perdu sa confiance et, surtout, demande aux sections de lui verser directement les fonds qu'elles collectent pour le parti. [...] Le conflit devient peu à peu tellement aigu qu'au mois de mars, un certain partage entre les deux tendances est réalisé, en attendant un congrès extraordinaire qui tranchera souverainement le différend. Il est décidé qu'une commission spéciale préparera ce congrès, qui devra se tenir avant le 15 juillet. »

À partir de mars, les sections du MTLD, d'Algérie et de France massivement acquis au Comité de Salut Public lancé par Messali, désignent leurs délégués au Congrès qui, interdit en Algérie et en France se tiendra en Belgique dans le village de Hornu.

« La tenue de ce congrès a permis de vérifier qu'il existe en France une solide organisation messaliste, qui a pour travail d'héberger les militants recherchés par la police, de leur fournir les relais nécessaires dans les diverses villes où ils doivent se rendre, et de fabriquer pour eux les fausses pièces d'identité sans lesquelles, ils ne pourraient pas se déplacer ou tout simplement vivre. [...] Deux cents délégués y participèrent. Les débats qui durèrent trois jours, du 13 au 15 juillet, furent essentiellement consacrés à la lecture par Moulay Merbah d'un long et fumeux rapport de Messali sur l'évolution du MTLD depuis la fin de la guerre jusqu'au congrès. [...] Sur les 900 mandats représentés à ce congrès, 750 environ approuvèrent Messali, une centaine de voix allèrent au comité central et il y eut une cinquantaine d'abstentions. »

Un mois plus tard, les 14, 15 et 16 août, les Centralistes tenaient à Alger leur Congrès.

« Le MTLD déclare un de leurs manifestes est pour l'édification d'une République Algérienne Démocratique et Sociale. Tous les Algériens, sans distinction d'origine, ont le droit et le devoir de participer à cette œuvre.. De plus, le MTLD estime que la lutte pour des revendications immédiates n'est pas incompatible avec la lutte pour la libération. C'est pourquoi il a encouragé et guidé l'action des ouvriers, des jeunes, des femmes et des chômeurs, etc. C'est pourquoi il a participé à la lutte pour le développement de la langue arabe, pour la séparation du culte et de l'État : c'est pourquoi il a organisé des campagnes pour la libération des détenus politiques et contre la répression... »

Cette attitude n'est pas très éloignée de celle des dirigeants du Néo-Destour tunisien et de l'UDMA de Ferhat Abbas. »

« Pendant longtemps, les forces des deux tendances se sont équilibrées au sein du mouvement et, jusqu'aux deux congrès qui ont consacré la scission, les deux groupes luttaient à armes égales. Maintenant, il est incontestable que Messali a rallié à sa thèse la grande majorité des militants du MTLD.

Il faut en effet savoir que les effectifs du parti se répartissent en deux groupes d'une importance numérique : l'un, dans la Métropole, rassemblant un très grand nombre de travailleurs algériens émigrés, l'autre formé par les nationalistes résidant en Algérie. D'après les recoupements les plus récents, on peut estimer que le groupe métropolitain s'est rallié à Messali »

Levha ajoute que c'est après le Congrès des Centralistes, que le ministre François Mitterrand a mené

des perquisitions contre les locaux du MTLD dans toutes les villes de France, avec des centaines d'arrestations. Dans le même temps, « les mesures de sécurité concernant Messali Hadj », transféré le 27 septembre, de Niort aux Sables d'Olonnes, « sont renforcées ».

Le 6 novembre, *le Journal d'Alger* titrait sa première page en conclusion des articles de Georges Levha ; « Messali veut mettre l'Algérie en état d'insurrection. Il l'a lui-même proclamé au mois de juillet au congrès d'Homu » Citant Messali, qui estimait qu'il fallait coordonner l'action avec la Tunisie et le Maroc, il écrit :

« ...Le problème algérien qui se meurt dans la politique de collaboration gagnerait à sortir de ce mutisme en s'élevant au-dessus des problèmes du Maroc et de la Tunisie.

La lutte sur le plan politique et diplomatique exige que l'on fasse les démarches nécessaires en faveur de l'union nord-africaine au moment où nos frères marocains et tunisiens sont engagés dans un combat décisif.

Au point de vue tactique, ce moment psychologique (sic) est extrêmement favorable pour tenter de lier le problème algérien à celui du Maghreb arabe et, par là même, internationaliser le problème algérien et œuvrer en faveur de l'union nord-africaine. Cela est du domaine de la diplomatie QUI, POUR RÉUSSIR DOIT ÊTRE APPUYÉE PAR UNE POLITIQUE INTÉRIEURE RÉVOLUTIONNAIRE IL N'Y A PAS PLUSIEURS FAÇONS D'INTERNATIONALISER UN PROBLÈME : IL FUT S'Y METTRE OU SE DÉMETTRE... »

Le journaliste explique ensuite que les cadres messalistes se préparaient depuis trois mois et qu'ils ont engagé les actions en Algérie et particulièrement dans les Aurès, où :

« l'Armée secrète est intégralement reconstituée, qu'elle est équipée d'armes automatiques et de postes de radio portatifs, puisqu'elle a pu enlever le village de Foum Toun.

L'affaire n'en restera certainement pas là, car ces hommes sont décidés à atteindre leurs objectifs. On peut donc craindre, si les autorités ne prennent pas les mesures qu'impose la situation, un large développement du terrorisme messaliste en Algérie ».

Les choses sont claires. Pour le gouvernement Mendes-France-Mitterrand, la crise du MTLD opposait les Centralistes, proches de l'UDMA et du Néo-Destour de Bourguiba et la fraction nationaliste de Messali. Celle-ci l'a emporté, à la suite d'un congrès préparé démocratiquement et tenu à Homu en Belgique car interdit en Algérie et en France. De leur côté, les Centralistes ont tenu pendant trois jours, leur Congrès à Alger. Depuis Flomu, les cadres messalistes ont reconstitué l'organisation clandestine du PPA et ce sont eux qui dirigent l'insurrection. En d'autres termes, Novembre c'est Messali, ce qui explique la répression massive qui a frappé ses militants.

Cette analyse de G. Levha publiée dans *Le Journal d'Alger* de Jacques Chevallier est d'un grand intérêt, car elle tord le cou à la version développée par les idéologues du FLN en France comme en Algérie depuis un demi-siècle. On la retrouve encore et encore dans le millier de livres, d'articles et d'interviews radiodiffusés ou télévisés de Benjamin Stora et de Mohammed Harbi.

Jacques SIMON
27 février 2012